

# dial

## diffusion de l'information sur l'Amérique latine

43 TER, RUE DE LA GLACIÈRE - 75013 PARIS - FRANCE - TÉL. (1) 43.36.93.13  
FAX (1) 43.31.19.83  
CCP 1248.74-N PARIS - Du mardi au vendredi: de 9 h à 12 h et de 14 h à 18 h 30

Hebdomadaire - n° 1600 - 6 juin 1991 - 2,5 F

### D 1600 GUATEMALA: VISITE CHEZ LES INDIENS RÉSISTANTS

Le 11 mars 1991, des représentants d'Eglises et d'organisations non gouvernementales publiaient un communiqué sur la situation des "communautés de population en résistance dans la montagne". Des milliers d'Indiens, hommes, femmes et enfants, résistent en effet depuis le début des années 80 à la militarisation de l'Altiplano guatémaltèque (cf. DIAL D 1527 et 1540). C'est à leur demande que s'était constituée une commission composée des représentants évoqués ci-dessus. Cette commission a effectivement rendu visite à ces populations les 27 et 28 février dernier pour constater leur "situation angoissante". Elle avait été précédée, les 24 et 25 février, d'une visite du procureur pour les droits de l'homme nommé par le gouvernement et par une femme de la commission gouvernementale spéciale d'aide aux rapatriés et aux déplacés.

On peut penser que, dans le cadre du nouveau gouvernement et du règlement progressif du problème de la guérilla (cf. DIAL D 1580), la situation de ces populations indiennes sera elle aussi réglée.

Note DIAL

### COMMUNIQUÉ DE LA COMMISSION MULTIPARTITE APRÈS LA VISITE AUX COMMUNAUTÉS DE POPULATION EN RÉSISTANCE DANS LA MONTAGNE

1. En réponse à l'appel lancé par les "communautés de population en résistance dans la montagne" face à la situation de persécution, de misère et de famine qui est la leur, et suite à la constitution d'une commission destinée à vérifier sur place leur situation, nous soussignés, représentants des diverses organisations et institutions constitutives de la commission, avons visité les 27 et 28 février 1991 les localités de Cabá, Xetupul et Santa Clara, dans le nord de la commune de Chajul, département du Quiché.

Comme membres de la commission multipartite nous avons pu vérifier *in situ* les conditions d'extrême pauvreté et d'exclusion dans lesquelles vivent ces milliers de paysans, nos frères. L'habitat lamentable, les carences alimentaires et les conditions d'hygiène insuffisantes sont la cause des maladies et de la dénutrition.

Nous tenons à témoigner que, malgré ces conditions de vie infra-humaines, nous avons rencontré une population pleine de force spirituelle et de volonté de vivre. Une population constituée d'hommes, de femmes, d'enfants et de personnes âgées à l'esprit de foi et au sens du travail. Dans ce petit coin du Guatemala nous avons trouvé le reflet pathétique d'une injustice sociale profonde.

2. Nous sommes dans l'obligation morale et humanitaire de faire connaître à l'opinion publique les demandes que nos frères nous ont transmises de vive voix et avec une dignité qui, en dépit de tout, est restée intacte. Ces demandes, dans leur langage, sont les suivantes:

1) "Que le gouvernement reconnaisse que nous sommes une population civile non combattante. Nous sommes des hommes et des femmes qui travaillons ensemble la terre. L'armée est à part, la guérilla est à part, nous sommes à part."

D 1600-1/2

- 2) "Que le gouvernement nous donne la liberté d'organisation et de mouvement dans notre territoire. Nous ne voulons pas de patrouilles civiles ni de pôles de développement (1). Cela nous divise et empêche notre communication."
- 3) "Nous voulons qu'on nous donne la liberté pour que des organisations de droits de l'homme et que des Eglises entrent dans nos territoires."
- 4) "Qu'il n'y ait plus de sang versé, qu'il n'y ait plus de bombardements ni de mitraillages. C'est pour ça qu'il y a actuellement une grande famine. Nous ne mangeons que des herbes deux ou trois fois par jour. Nous n'en pouvons plus de souffrir."
- 5) "Qu'on ne capture pas les membres de nos familles. A San Marcos, Chajul, le 22 février de cette année, soixante-huit de nos frères ont été emmenés alors qu'ils ne voulaient pas partir. Qu'on nous rende nos frères."
- 6) "Nous demandons au gouvernement de retirer l'armée."
- 7) "Qu'on nous donne la liberté de faire du commerce avec les villages voisins."
- 8) "Que les gouvernements d'autres pays ne donnent plus d'argent au gouvernement guatémaltèque s'il l'utilise pour nous réprimer."
- 9) "Que la commission nationale de réconciliation (2) vérifie constamment notre situation."
- 10) "Que la commission nationale de réconciliation continue ses efforts de dialogue entre le gouvernement, l'armée et la guérilla."

3. Suite aux demandes ci-dessus, nous lançons un appel urgent au gouvernement, à tous les secteurs sociaux et à la communauté internationale pour que, ensemble et avec le travail de chacun, nous apportions résolument et courageusement des éléments de solution pour un règlement urgent de la situation angoissante de ces communautés. "Partout où les peuples oeuvrent à l'établissement des droits et devoirs de l'homme, nous nous sentons honorés de pouvoir nous asseoir auprès d'eux" (Paul VI).

Guatemala-Ville, le 11 mars 1991

Mgr Julio Cabrera, évêque d'El Quiché  
 Mgr Alvaro Ramazzini, évêque de San Marcos  
 délégués de la Conférence épiscopale  
 César F. Alvarez Guadamuz, procureur adjoint pour les droits de l'homme  
 Frère Oscar Azmitia, délégué de la Conférence des religieux du Guatemala  
 Margarita de Similox, déléguée de la Conférences des Eglises évangéliques du Guatemala  
 Pasteur Suren Bulantre, délégué de l'Eglise luthérienne de Suède  
 Byron Morales, délégué de l'Union d'action syndicale et populaire  
 Blanca Fuentes, déléguée de l'Assemblée permanente de groupes chrétiens  
 Arturo Echeverria, délégué du Conseil d'organisations de développement  
 José Regotti, délégué de l'Action permanente chrétienne pour la paix  
 Robert Smith, ancien modérateur de l'Eglise unie du Canada

(1) Cf. DIAL D 859, 934, 1052 et 1386 [NdT].

(2) Cf. DIAL D 1368 [NdT].

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 365 F - Etranger 410 F - Avion Am.latine 480 F - USA-Canada-Afrique 450 F  
 Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL  
 Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441